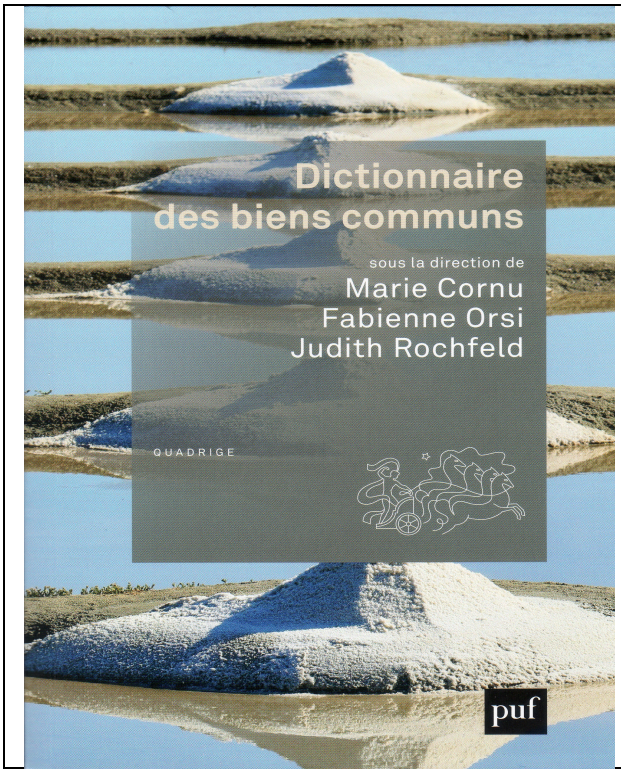
Valeur

Jean-Marie Harribey

dans Marie Cornu, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld (sous la direction de),
Dictionnaire des biens communs,
Paris, PUF, 2017, p. 1193-1197



Dictionnaire des biens communs

Que sont les « communs », les « biens communs », les « patrimoines communs », les « choses communes » ? Ces notions sont fortement mobilisées aujourd'hui dans nombre de disciplines des sciences sociales et actions de citoyens. Leur poussée traduit une évolution des pratiques sociales : sous la pression de la crise écologique et de la transformation numérique notamment, les biens seraient davantage mis en partage. Logiciel libre, encyclopédie et habitat participatif, vélos ou voitures en usage successif, entreprise qui serait le « bien commun » de toutes les parties prenantes : les notions des communs intéressent les domaines de la culture, de la protection de l'environnement, de l'urbanisme, de la santé, de l'innovation, du travail, etc. La mobilisation est intense car elles autorisent à penser le changement social sur la base d'un réinvestissement du collectif, des communautés, de l'usage et du partage. Elles permettent de proposer des réinterprétations des valeurs fondatrices des sociétés contemporaines tels le rôle de l'État, de la propriété et des formes d'expression de la démocratie. Elles appellent à la fois une réflexion théorique, un débat politique et se concrétisent dans des expériences citoyennes. Ce dictionnaire, à mi-chemin entre le vocabulaire et l'encyclopédie, se veut un outil de compréhension de l'ensemble de ces phénomènes.

Marie Cornu

Marie Cornu est directrice de recherches au CNRS à l'Institut des Sciences sociales du Politique (ISP, ENS Paris Saclay, université Paris-Nanterre, CNRS).

Fabienne Orsi

Fabienne Orsi est économiste, chercheuse à l'Institut de Recherche pour le Développement au sein du Laboratoire Population Environnement Développement (LPED, Aix-Marseille Université).

Judith Rochfeld

Judith Rochfeld est professeure de droit privé à l'École de droit de la Sorbonne, université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS).

39 € TTC France
ISBN 978-2-13-065411-7
www.puf.com
Illustration : Les saines de Guérande, un exemple de communs © Javier Larrea / Getty Images
Design : Philippe Apeloig
CNL
9 782130 654117

Un concept très ancien dans l'histoire des idées

Même s'il fait déjà l'objet de discussions un peu plus tôt pendant le siècle des Lumières, le concept de valeur est introduit véritablement dans l'économie politique à la fin du XVIII[e] siècle, sous la plume d'Adam Smith (1776), puis, quelques décennies plus tard, sous celle de David Ricardo (1817). Tous les deux ont sous les yeux la naissance du capitalisme industriel, le développement de la division du travail et des échanges. Se pose donc le problème de savoir ce qui détermine la valeur des marchandises échangées. L'un et l'autre reprennent la distinction dont Aristote avait eu l'intuition deux millénaires auparavant. Les marchandises possèdent une valeur d'usage (une utilité) pour laquelle elles sont désirées et une valeur d'échange entre elles. C'est sur cette dernière que se focalise la discussion à partir d'une double affirmation de Smith et de Ricardo : la valeur d'échange ne se déduit pas de la valeur d'usage ; elle est déterminée par la quantité de travail que les marchandises contiennent. Smith hésite entre une conception du travail commandé (quantité de travail qu'une marchandise peut acheter) et une conception du travail incorporé (nécessaire pour produire la marchandise). Ricardo tranche en faveur du travail direct et indirect incorporé, dont il tirera l'idée que la richesse de la société s'étend au-delà de la valeur économique. Ainsi s'affirme avec Ricardo la théorie dite de la valeur-travail, confirmant les prémisses avancées au Moyen Âge par Ibn Khaldoun, puis aux XVII[e] et XVIII[e] siècles par Antoine de Montchrestien, William Petty et Richard Cantillon.

C'est sur cette base que Karl Marx bâtit sa critique du capitalisme. Dans le Livre I du *Capital* (1867), il dresse le modèle abstrait de la marchandise, de l'argent, de la valeur et du capital. Il opère deux modifications radicales par rapport à la valeur-travail de Ricardo. D'abord, il transforme le modèle binaire de l'économie politique anglaise valeur d'usage/valeur d'échange en un triptyque : la *valeur d'usage* est une condition de la *valeur* en tant que fraction du travail socialement validé, laquelle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* qui est mesurée par la quantité de travail nécessaire en moyenne dans la société considérée. La première nouveauté est donc l'idée de *validation sociale du travail* par le biais de l'échange marchand, sans lequel le travail aurait été effectué en pure perte car aucune valeur monétaire n'aurait vu le jour. Ensuite, Marx récuse la notion de « valeur du travail » car elle occulte la distinction entre la valeur de la force de travail (le salaire) et la valeur de ce que celle-ci produit et dont une partie est appropriée par les capitalistes (le profit), grossissant ainsi le capital d'une plus-value, pour une accumulation potentiellement sans fin.

L'économie politique comme sa critique marxienne élaborent ainsi une conception objective de la valeur, fondée sur les conditions matérielles et sociales de la production. Elle est aux antipodes d'une autre conception, subjective, élaborée parallèlement aux XVIII[e] et XIX[e] siècles, à partir de Jeremy Bentham, fondateur de l'utilitarisme, et de Jean-Baptiste Say, qui, oubliant la distinction d'Aristote, assimilent la valeur à l'utilité. C'est le point de départ du développement ultérieur de la théorie néoclassique, qui dominera au XX[e] siècle, éclipsant la précédente. Mais la querelle théorique va renaître avec l'irruption de la problématique du développement soutenable, dans ses deux dimensions sociale et écologique, et elle est également sous-jacente à la question des biens communs. Dans tous les cas, une nouvelle exigence s'impose : prendre en considération la valeur monétaire non marchande et, au-delà même de celle-ci, la valeur non monétaire, c'est-à-dire qui échappe au registre de l'économie et qui se situe dans l'ordre politique et philosophique.

La production d'une valeur monétaire non marchande

Tout au long du XX[e] siècle, traversé de deux guerres mondiales et, entre les deux, d'une crise économique majeure impossible à juguler par des méthodes libérales classiques, le capitalisme a dû concéder des compromis sociaux et politiques dans les pays industrialisés où

la classe ouvrière au sens large était puissante et organisée. Deux innovations importantes marquent cette longue période. D'une part, se constituent progressivement des systèmes de protection sociale. Ils ne prennent pas partout la même forme, avec deux modèles bien typés et des figures intermédiaires : le modèle beveridgien et le modèle bismarckien, mais, dans les deux cas, ils socialisent une partie de la valeur créée dans l'économie. D'autre part, un pan de l'économie est sous le régime de la propriété publique, permettant d'assurer la fourniture de services non marchands, comme l'éducation et la santé, ou de constituer et d'entretenir des réseaux d'infrastructures publiques telles que l'énergie et les transports. Là encore, il apparaît que la production de valeur dépasse celle qui résulte de l'activité proprement capitaliste.

L'ensemble de ce secteur, qui est donc non marchand mais monétaire, atteint selon les pays entre 15 et 20 % du PIB. Par exemple, en France, pour l'année 2015, la valeur ajoutée brute non marchande des administrations publiques (État, collectivités territoriales, hôpitaux publics) est de 340 milliards d'euros. Cela sans compter les prestations sociales qui participent à une certaine redistribution. Dès lors se pose une question nouvelle mais rappelant les premiers débats évoqués ci-dessus : quel statut donner à la valeur économique qui s'affiche dans le PIB en plus de celle produite dans les entreprises privées ? Est-elle produite ou ponctionnée et, par conséquent, le travail effectué dans cette sphère est-il vraiment productif ?

La réponse donnée par l'école libérale et toute ladite science économique moderne est que les activités conduites sous l'égide des administrations publiques sont peut-être utiles mais sont improductives, et elles n'existent que parce qu'elles sont financées par des prélèvements sur les activités marchandes, considérées comme seules productives. La conclusion politique est alors de diminuer cette sphère car les dépenses publiques portent préjudice à la création de la seule richesse légitime qui est produite dans les entreprises privées. La réponse traditionnellement fournie par l'analyse marxiste n'est guère différente, seul le vocabulaire change : les services non marchands sont financés par prélèvement sur la plus-value capitaliste, et les travailleurs fournissant de l'éducation, du soin, etc., produisent des valeurs d'usage mais pas de valeur. Le fait que, dans le PIB, figure un PIB non marchand à côté du PIB marchand, ne serait dû qu'à un artifice comptable.

Ces deux réponses occultent un phénomène social et historique aujourd'hui avéré : la richesse produite par le travail humain connaît dans les sociétés capitalistes deux modes de validation. Le premier, et le plus important, est le marché : tout bien ou service produit dans la sphère privée devient marchandise s'il passe le cap de la vente ; l'anticipation de l'entrepreneur capitaliste est alors validée et le profit peut s'accumuler. Le second mode de validation est la décision politique de répondre à des besoins sociaux, et pour cela, d'embaucher des travailleurs pour produire des services non marchands. Dans le premier cas, le prix de la marchandise est payé par l'individu acheteur. Dans le second, le prix est acquitté par voie collective grâce à l'impôt ou la cotisation sociale.

La question ouverte par l'existence d'une sphère monétaire non marchande peut donc être résolue. D'un côté, la vente des marchandises permet la réalisation du profit monétaire et la validation du travail destiné à produire de la valeur pour le capital, les valeurs d'usage n'étant nécessaires qu'en tant que « porte-valeur » (Marx). De l'autre, la décision politique de fournir à la population des services non marchands donne lieu à une production de valeur destinée à la collectivité dans son ensemble et non à l'accumulation privée. Lesdits prélèvements obligatoires sont de ce fait effectués sur un produit monétaire global déjà augmenté du produit monétaire non marchand, et non pas sur un produit existant préalablement. Il n'existe donc pas de travail productif de valeur en soi : il existe du travail productif de valeur pour le capital et aussi du travail productif de valeur pour servir l'intérêt général. L'hostilité des lobbies libéraux aux services non marchands, aux dépenses publiques

et sociales en général, doit être comprise comme une hostilité à ce que des forces de travail soient utilisées à autre chose que ce qui rapporte profit (Harribey, 2013).

Cette discussion met en relief le fait que la valeur ajoutée dans une économie ne se réduit pas à celle issue de l'économie marchande. Et elle anticipe sur une autre discussion montrant que la richesse elle-même ne se réduit pas à la valeur économique.

La valeur de la nature qui n'a pas de prix

La prise de conscience de la crise écologique dans toutes ses dimensions (épuisement des ressources, perte de la biodiversité, érosion des sols, pollutions de l'air et de l'eau, réchauffement du climat, etc.) a donné naissance à une littérature abondante qui promet désormais de prendre en compte la « valeur de la nature », de reconnaître la « valeur économique intrinsèque de la nature » et de mesurer la « part de valeur ajoutée par la nature ». Les théoriciens néoclassiques de l'environnement sont même allés jusqu'à dénoncer la fausseté de l'affirmation de Say, vieille de deux siècles, selon laquelle « les ressources naturelles sont inépuisables puisqu'elles sont gratuites ». Mais ce qui était chez Say une faute logique va devenir une suite de contradictions dans l'économie néoclassique de l'environnement.

Puisque l'économie traditionnelle a une vision purement instrumentale de la nature, le premier mouvement qui paraît de bon sens est de réintroduire celle-ci dans le calcul économique en tenant compte des différentes « valeurs ». La présentation couramment donnée est celle du schéma suivant.

<table>
<tr><td colspan="5">Valeur globale de la nature</td></tr>
<tr><td>Valeur d'usage</td><td>Valeur d'option</td><td colspan="3">Valeur intrinsèque en dehors de tout usage</td></tr>
<tr><td>Valeur d'usage</td><td>Valeur d'option</td><td>Valeur de legs</td><td>Valeur d'existence</td><td>Valeur écologique</td></tr>
</table>

Cette méthode souffre de plusieurs défauts. Elle reprend la notion classique de valeur d'usage en la travestissant puisque celle-ci ne se mesure pas. Elle prétend ajouter des éléments mesurables monétairement et d'autres non mesurables monétairement, n'ayant pas de prix de marché, et ne relevant pas non plus d'une convention sociale. Un substitut sous forme de prix fictif est fixé à partir d'enquêtes pour évaluer les consentements marginaux à payer. Mais la méthode se heurte à l'impossibilité de faire un calcul intertemporel parce qu'un taux d'actualisation ne peut pas rendre compte de l'incertitude pesant sur le long terme. Et, finalement, à supposer qu'elle soit possible, à quoi aboutirait la somme de toutes ces « valeurs » si au moins une d'entre elles reflétait la vie ou une condition *sine qua non* de vie ? À un prix infini, ce qui vide de sens la notion de prix.

Une autre façon de procéder est de prendre le problème à l'envers : pour avoir une idée de la « valeur de la nature », évaluons le coût des dommages qui lui sont causés. Mais le problème est renvoyé plus loin : le coût des dommages ne peut être connu que par le biais du coût des réparations. Or, est-il certain que ces réparations couvrent la totalité des dommages ? Une proposition voisine est d'instituer un « paiement pour services environnementaux » ou un « paiement pour préservation des services écosystémiques » (UE, 2008 ; CAS, 2009). Mais des obstacles juridiques et institutionnels se dressent : qui et que doit-on rémunérer ? Les « services rendus par les écosystèmes » ou par les hommes qui les rendent grâce à leur activité, ou bien encore par les propriétaires des biens naturels ? Les réponses à ces questions dépendent de conceptions différentes de la propriété : privée, publique ou commune.

Le dernier avatar de l'économie néoclassique de l'environnement est de postuler la substituabilité des facteurs de production, au sein desquels on donne une place au facteur environnement. Il s'ensuit l'introduction de celui-ci dans une fonction de production de type Cobb-Douglas (du nom de deux économistes-mathématiciens qui ont inventé une relation quantifiée entre la production et les facteurs de production considérés comme substituables entre eux), dont la décomposition du taux de croissance de la production fait apparaître une prétendue contribution de la nature à la production de valeur économique. On retourne ainsi à une sorte de croyance néo-physiocrate, faisant fi d'une part de la distinction incontournable de l'économie politique (la nature est une richesse incommensurable à quoi que ce soit, mais ne crée pas de valeur, même si elle est nécessaire à la production de celle-ci), et d'autre part du fait que l'absence d'un facteur limitant empêche toute production.

L'économie écologique est ainsi traversée par la même controverse que celle qui oppose l'économie politique à la théorie néoclassique. Par exemple, une première étude avait évalué les services annuels rendus à l'homme par la nature entre 16 000 et 54 000 milliards de dollars (Costanza, 1997), et l'organisation WWF (2015) estime à 2 500 milliards de dollars par an ceux rendus par les océans et leur valeur totale à hauteur de 24 000 milliards. Contrairement à ce qu'elles laissent croire, ces évaluations ne disent rien de la « valeur de la nature », mais seulement de celle des activités humaines *avec* la nature. De nombreuses difficultés surgissent alors pour intégrer dans un agrégat monétaire comme le PIB des éléments qualitatifs ou qui ne peuvent être évalués monétairement (Harribey, 2010).

L'institution de biens communs parachève l'éclatement du concept de valeur

Avec la problématique des biens communs, l'analyse de la valeur franchit une étape supplémentaire. La révolution numérique a permis à quelques firmes de prendre possession d'une masse énorme d'informations et de données : en les exploitant, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et NATU (Netflix, Air Bnb, Telsa, Uber) réalisent des profits colossaux. D'où viennent-ils ? S'agit-il d'une valeur économique provenant d'un monde virtuel où disparaîtrait toute contingence matérielle ? Deux réponses sont possibles. Les usagers de ces firmes sont des producteurs de valeur (Fuchs, 2005). Ou bien il s'agit d'une captation d'une rente de rareté (Bauwens, Niaros, 2016). Cette rareté est dans ce cas artificiellement créée par l'instauration de nouveaux droits de propriété via des brevets et autres modes d'enclosures sur les connaissances, les données et même le vivant. Ce sont ces nouvelles enclosures qui permettent la concentration de la valeur entre peu de mains.

Aussi, lorsqu'une communauté de citoyens (à une échelle locale ou nationale, voire mondiale) décident de donner le statut de *biens communs* à des éléments naturels (terre, eau, climat…) ou produits (éducation, santé, connaissances…) et de les gérer *en commun* (Ostrom, 2010 ; Orsi, 2013 ; Dardot et Laval, 2014 ; Coriat, 2015), la valeur économique qui découle de leur utilisation ou de leur production prend une autre dimension que celle de la production de valeur marchande. Cette nouvelle dimension fait de la valeur non plus une somme de coûts et de profits, c'est-à-dire un objet économique, mais un objet politique, fruit d'une convention collective après délibération, exprimant la hauteur à laquelle la communauté a décidé de fixer l'exigence de protection du bien et le degré d'égalité dans sa répartition. Par exemple, si une communauté décide de gérer en commun une réserve d'eau, ou si la distribution de l'eau est confiée à une régie municipale, le prix fixé affiche d'emblée une ambition politique, c'est-à-dire une manière de faire société, de s'approcher de la « common decency » d'Orwell (la décence commune, c'est-à-dire ce qui peut faire sens commun raisonnable).

Au paradigme de la propriété privée et du profit s'oppose celui de la mise en commun et de la gratuité. L'expérience des logiciels libres l'atteste. Et, déjà, on voit se développer des collectifs qui proposent des services en ligne équivalents à ceux des grands moteurs de recherche, sur la base d'une contribution volontaire modique et sur une charte éthique. La

possibilité d'introduire la gratuité au cœur de la société est en train de subvertir la valeur. D'où l'empressement du capitalisme à élargir le champ des droits de propriété.

La critique de l'économie politique par Marx avait rompu avec une vision naturaliste et essentialiste de la valeur : d'une part, la valeur n'est pas une caractéristique inhérente à la marchandise, elle n'est pas une substance matérielle de celle-ci, puisqu'elle n'est « réalisée » monétairement qu'au moment de la validation sociale du travail effectué ; d'autre part, il n'y a pas de « loi de la valeur » en général, il n'y a qu'une loi contingente à un système social historiquement situé. La problématique de la soutenabilité sociale et écologique et celle des biens communs font faire un pas de plus dans cette direction. La valeur des biens communs ne relève ni d'une conception naturaliste (il n'y a pas de valeur économique intrinsèque de la nature ou de la connaissance : quelle serait une valeur de la lumière solaire ou du théorème de Pythagore ?), ni d'une conception essentialiste (la valeur ne découle pas d'un rapport immuable entre le sujet humain et l'objet).

Finalement, le concept de valeur doit être compris comme un rapport social, dans le sens où il résulte d'un rapport des hommes entre eux et du rapport qu'ils décident ensemble d'entretenir avec les êtres et les choses qui les entourent. Comme les biens communs eux-mêmes, la valeur est un construit social. On est donc passé depuis les premières ébauches de l'économie politique, qui faisaient de la valeur une qualité intrinsèque des choses en termes de travail ou d'utilité, à une conception d'ordre social. Mais il faut considérer que, au fur et à mesure que cette dernière s'impose, le concept de valeur éclate : il renvoie d'un côté à ce qui ressortit au registre économique, et de l'autre à ce qui ressortit au registre philosophique et politique. Or, les deux registres ne sont pas commensurables entre eux : la valeur économique ne résume pas tout ce qui fait la richesse de la société et celle-ci ne peut pas non plus tout englober car subsiste une part d'inestimable.

Repères bibliographiques

- BAUWENS M. & NIAROS V., « Value and the commons economy : Developments in open and contributory value accounting », Heinrich Böll Stiftung, 2016.
- CAS (Centre d'analyse stratégique, CHEVASSUS-AU-LOUIS B. dir.), « Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes, Contribution à la décision publique », 2009.
- CORIAT B. (dir.) *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Les Liens qui libèrent, 2015.
- COSTANZA R. & al., « The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital », *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai 1997.
- DARDOT P., LAVAL C., *Commun, Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, 2014.
- FUCHS C., « The digital labour theory of value and Karl Marx in the age of Facebook, YouTube, Twitter, and Weibo », *in* FUCHS C. & FISHER E. (eds), *Reconsidering value and labour in the digital age*, Palgrave Macmillan, 2005, p. 26-41.
- HARRIBEY J.-M., « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du Mauss*, n° 35, 1^er semestre 2010, p. 63-82.
- HARRIBEY J.-M., *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, 2013.
- MARX K., *Le Capital*, Livre I, 1867, dans *Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, 1965.
- ORSI F., « Elinor Ostrom et les faisceaux de droits : l'ouverture d'un nouvel espace pour penser la propriété commune », *Revue de la régulation*, 14, 2^e semestre 2013.
- OSTROM E., *Gouvernance des biens communs, Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, 1990, De Boeck, 2010.
- RICARDO D., *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, GF-Flammarion, 1992.

- SMITH A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, GF-Flammarion, 1991.
- UE (Union européenne, SUKHDEV P. dir.), *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité*, Rapport, 2008.
- WWF, *Reviving the Oceans Economy : The Case for Action-2015*, Rapport, 2015.

Corrélats

Biens communs, Développement soutenable, Gratuité, Marx, Propriété